6 Genève - Météo

Chambre de commerce

La CCIG reçoit une volée de bois vert de Berne

Le soutien de l'association à Pierre Maudet fait exploser les élus PLR, PDC et Vert'libéraux genevois.

Marc Bretton

Le ciel est en train de tomber sur la tête de la Chambre de commerce (CCIG). Après des élus cantonaux de droite, c'est au tour d'élus fédéraux de tomber à bras raccourcis sur la vénérable institution. En cause, sa recommandation de vote en faveur de Pierre Maudet pour le second tour de l'élection partielle au Conseil d'État. Remontés, ils annoncent même qu'ils cesseront tout contact avec l'association.

Dans un courrier adressé au comité de direction de la CCIG, que la «Tribune de Genève» s'est procuré, les conseillers nationaux PLR Simone de Montmollin et Christian Lüscher, ainsi que leurs homologues Vincent Maitre (PDC) et Michel Matter (Vert'libéraux) fustigent à leur tour «la position [...] incompatible avec l'image de responsabilité que nous nous efforçons de représenter à Berne, en tant qu'élus genevois». Et de poursuivre: «Cette décision suscite l'incompréhension et la défiance des acteurs qui, en dehors du canton, sont nos partenaires pour mener à bien notre mission à Berne. Cette incompréhension est d'autant plus grande que le directeur général de la CCIG déclarait, il y a juste un mois, que si le



Michel Matter, conseiller national Vert'libéral. KEYSTONE



Simone de Montmollin, conseillère nationale PLR.

candidat que soutient aujourd'hui la CCIG était réélu, les entrepreneurs «craignent que cela ne soit préjudiciable à la collégialité, et donc à l'efficacité de l'action du Conseil d'État».

Motif de colère supplémentaire, un rebondissement de l'affaire. Selon la RTS, dont les informations sont confirmées par nos sources, c'est le comité de la Chambre de commerce qui a pris la décision litigieuse. Son «parlement», le conseil économique de la Chambre, s'était en effet divisé à parts égales entre Pierre Maudet (9 voix), la liberté de vote (9 voix) et Delphine Bachmann (3 voix). Quatre abstentions ont été enregistrées. «Le comité a certainement le droit de trancher,



Christian Lüscher, conseiller national PLR. KEYSTONE



Vincent Maitre, conseiller national PDC. KEYSTONE

souligne un interlocuteur, concerné de près, mais c'est quand même bizarre vu les divisions au sein du PLR et de l'Entente.» Et de pester au passage contre le communiqué de la CCIG de la semaine passée, qui laissait entendre que ce choix reflétait celui du conseil. Pas de doute, la prochaine séance du conseil, prévue la semaine prochaine, risque d'être agitée...

«Conserver la majorité»

Répondant lundi sur ce point, la présidente de la CCIG, Laurence de la Serna, s'explique: «Douze membres se sont exprimés en faveur d'une recommandation de vote, dont une majorité pour Pierre Maudet, souligne-t-elle. À

l'issue de sa séance, le comité a arrêté sa décision de recommander un vote utile à l'unanimité.» Et de rappeler la position exprimée «de conserver une majorité de droite au Conseil d'État, seule à même de préserver les intérêts des entreprises dans une situation conjoncturelle préoccupante».

Un boycott

Pas de quoi adoucir les élus nationaux de l'Entente! «Par son soutien, estiment-ils, la CCIG renonce sciemment aux valeurs qu'elle défendait jusqu'ici, tonnent-ils dans leur missive. Dans ces circonstances, nous cessons jusqu'à nouvel ordre nos relations et échanges avec la CCIG. Nous continuerons, en revanche, à soutenir et à nous montrer à l'écoute des associations et des acteurs économiques qui font de la promotion des valeurs d'éthique et d'intégrité le cœur de leur action.» Selon nos sources, ce boycott pourrait également être suivi par des députés de l'Entente.

Ce nouveau rebondissement dans une campagne déjà agitée fait suite à la défaite, puis au retrait, du candidat du PLR, Cyril Aellen, lors du premier tour de la partielle le 7 mars et à l'arrivée devant lui de Pierre Maudet. Dans la foulée, le PLR renonçait à donner des consignes de vote. Comme les grandes associations professionnelles de la Fédération des entreprises romandes et de la Fédération des métiers du bâtiment. Le PDC, pour sa part, lançait une candidate pour le second tour - Delphine Bachmann - tandis que les Vert'libéraux jetaient l'éponge.